



Le sujet des taxes foncières s'invite à la rentrée des propriétaires et relance un débat qui a eu lieu au Conseil Municipal. Ce dossier trouve son origine dans la suppression de la taxe d'habitation. Il s'agit en réalité d'un cadeau en trompe l'œil. Ce cadeau aux ménages aura coûté quelques 23 milliards d'euros qu'il faut évidemment trouver ailleurs. Le gouvernement avait annoncé que cette faveur ne serait pas compensée par un impôt nouveau, ce qui fut en partie vrai puisque la taxe foncière n'est pas une nouveauté. La DGF attribuée par l'Etat aux communes (dotation générale de fonctionnement) n'est pas venue davantage soulager les finances des communes pour compenser la perte générée par la suppression de cette taxe. Certaines communes, une minorité, ont choisi, non pas de faire des économies ailleurs, mais de faire supporter aux propriétaires ce manque à gagner. Cette posture politique, appliquée à Langon, n'a pas atteint seulement les finances des plus aisés. Les propriétaires ne possédant que leur résidence principale constateront d'un seul coup d'œil l'impact de cette augmentation à Langon (13%), sachant que

l'augmentation gouvernementale n'est que de 7.10% ; le complément est l'incidence de l'augmentation décidée par le groupe majoritaire du Conseil Municipal de Langon. Les dommages collatéraux ne s'arrêteront pas là et les locataires en subiront le contre coup qui sera généré par l'augmentation des loyers qui aura lieu chaque fois que cela sera possible. Au final, tous les programmes de défiscalisation mis en place par les gouvernements successifs pour inciter les investisseurs à construire des logements devenus nécessaires, n'auront fait que préparer la trahison que nous sommes en train de : après avoir obtenu un avantage fiscal, les propriétaires se retrouvent pénalisés par une vision politique à courte vue de leur avenir. Le nombre de constructions neuves va diminuer, impactant par là même l'activité des entreprises du bâtiment, le tout accentué par la carence des banques, devenues de plus en plus regardantes sur la qualité des emprunteurs.

Didier Sendrès pour la liste Langon Ensemble 2020

C'est la rentrée... et le bilan de ces mois d'été est lourd pour les classes populaires.

Pendant l'été, cela a été toujours l'inflation, avec les prix qui flambent. Beaucoup d'entre nous ont dû réduire leurs vacances ou ne sont pas partis du tout. Pendant ce temps-là, les trusts d'agro-alimentaire, les trusts du pétrole, les grandes firmes commerciales ont vu leurs profits exploser. Pour les 170 salariés de Fonmarty à Bazas, le mois de juillet, ça a été la fermeture de leur usine et les licenciements. Aujourd'hui, 150 d'entre eux sont encore à la recherche de travail. Par contre, les actionnaires de la société se portent bien, eux.

Les Urgences sur l'hôpital de Langon ont été fermées à plusieurs reprises, par manque de médecins et d'infirmiers. Mais c'est l'ensemble de l'hôpital, à l'image de la Santé en France, qui est malade, plusieurs services qui sont menacés par manque de moyens et d'effectifs.

L'hôpital de Cadillac, dont le directeur dirige aussi celui de Langon, est menacé par la fermeture d'un service de patients avec de lourdes pathologies sur l'Unité des

Malades Difficiles, par la fermeture de la Polyclinique de Bazas, par un fonctionnement en effectifs en flux tendu, par une dégradation continue des conditions de travail.

Cette situation de la Santé sur le Sud Gironde est le résultat des politiques d'austérité de ce gouvernement, et de tous ceux qui l'ont précédé, de gauche ou de droite, qui ont sabré dans le budget de la santé, comme d'ailleurs dans celui de l'Education Nationale. Mais pour tous ces politiciens, il n'est pas question de faire des économies sur le budget de l'armement dont le montant passe à 413 milliards. Autant d'argent public dans les poches des Dassault, Thalès et autres marchands d'armes.

Alors, en cette rentrée, face aux multiples attaques, passées et à venir, de ce gouvernement et des capitalistes, il est indispensable que les classes populaires s'organisent pour faire leur propre rentrée, sur le terrain de la lutte sociale.

Jean-Philippe Delcamp pour la liste Lutte Ouvrière

La rentrée scolaire est un moment préoccupant pour beaucoup de familles pour qui les frais scolaires représentent une part importante de leur budget surtout dans un contexte où l'inflation fait grimper les prix !

Nous avons mis en place la tarification sociale de la cantine. Ce sont ainsi 62% des enfants scolarisés dans nos écoles publiques qui ont bénéficié d'un tarif compris entre 0.5€ et 1€. Les autres enfants ne sont pas oubliés, car nous avons maintenu des prix bas (entre 2,20 € et 3 €) au regard des 13 euros que coûte un repas.

Cet effort tarifaire, qui intervient à une période où le prix de certaines denrées alimentaires flambe, s'inscrit dans la continuité de la politique de solidarité menée depuis deux

ans (2 000 transports intra-Langon gratuits pour les seniors, chéquier jeune pour les nouveaux collégiens, dispositif argent de poche pour les ados...).

Depuis 2021, la ville est labellisée « Territoire Bio Engagé » et plus de 35 % des denrées utilisées sont issues de l'agriculture biologique. La Ville de Langon poursuit ses efforts au service d'une alimentation saine pour atteindre 40 à 60 % de bio d'ici 2024 et servir du pain bio chaque jour aux enfants. De plus, nous prenons à notre charge les fournitures scolaires sur nos écoles à hauteur de 45 euros par élève et nous reconduisons cette année les cours gratuits de natation.

Le groupe de la Majorité municipale